

**Branche examinée 6a : Sécurité sociale**

---

Numéro du (de la) candidat(e)

F - 24 - \_ \_ \_ - \_

Durée de l'examen

60 minutes

Nombre de pages de l'épreuve  
(y compris la page de garde)

17

Annexe(s)

Aucune

Nombre de points maximal

60

Points obtenus

Note

**Solutions****Indications**

- Veuillez vérifier que les pages figurant dans la donnée correspondent au nombre de pages indiqué ci-dessus.
- Veuillez utiliser pour votre réponse exclusivement le recto des feuilles de l'épreuve / des solutions.
- Si nécessaire, veuillez utiliser des pages supplémentaires pour la rédaction de vos réponses. Seules les feuilles officielles sont admises. En cas de besoin, veuillez le signaler par un signe de la main au surveillant durant l'épreuve.
- Le fait de citer uniquement un article de loi ou d'ordonnance n'est pas une réponse suffisante (à moins que ceci vous soit expressément demandé).
- Les exercices peuvent être résolus dans un ordre à votre convenance. Le nombre maximum des points est indiqué pour chaque exercice. Des points sont aussi attribués pour des solutions partielles.
- Veuillez utiliser un stylo à bille ou à encre, un feutre « indélébile » ne devant pas s'effacer. La couleur rouge et le crayon à papier sont exclus.

**Le collège d'experts****Date****Signatures**

Expert(e)1

Expert(e)2

## Branche examinée 6a : Sécurité sociale

Numéro du (de la) candidat(e)

F - 24 - \_ \_ \_ - \_

### Exercice 1 : Économie nationale (4 points)

#### Situation initiale

L'économie nationale désigne l'ensemble des sujets économiques affectés à un espace économique. Vous trouverez ci-dessous huit déclarations relatives à l'économie nationale.

#### Exercice

Veuillez indiquer si les affirmations suivantes sont vraies ou fausses en cochant la case correspondante.

#### Remarque

Les affirmations sont vraies ou fausses. Cocher les deux cases ou n'en cocher aucune ne donne droit à aucun point.

#### Proposition de solution\*

vrai

faux

☐☒

Le circuit économique montre l'interaction entre les entreprises et l'État.

☐☒

Le cycle des biens comprend les facteurs capitaux, terre et biens.

☒☐

En menant une politique économique et financière anticyclique, l'État a pour objectif d'atténuer les hauts et les bas de la conjoncture.

☒☐

Le produit intérieur brut de la Suisse en 2023 était supérieur à celui de l'année 2022.

*\*Corriger le cas échéant la proposition de correction, car les chiffres officiels de 2023 n'étaient pas encore publiés au moment où la question a été posée.*

☐☒

L'indice national des prix à la consommation mesure le renchérissement des biens de consommation en Suisse. Le renchérissement est actuellement de 4% et plus.

*\*Corriger le cas échéant la proposition de correction, en fonction de la situation actuelle du renchérissement au moment de l'examen.*

☐☒

Si les taux de cotisation salariale pour l'AVS sont augmentés, le taux de prestations sociales augmente.

☒☐

La quote-part fiscale est identique à la quote-part d'impôt.

☐☒

La TVA fait partie des impôts directs.

*Remarque pour la correction : 1/2 point par bonne réponse.*

**Maximum 4 points**

Points obtenus :

**Branche examinée 6a : Sécurité sociale**

---

Numéro du (de la) candidat(e)

F - 24 - \_ \_ \_ - \_

**Exercice 2 : Prévoyance vieillesse (6 points)****Situation initiale**

Le système des trois piliers de la Suisse comprend également la prévoyance vieillesse. Cet exercice traite des 1<sup>er</sup> et 2<sup>e</sup> piliers.

**Exercice 2.1 (3 points)**

Prenez position sur les différences entre le 1<sup>er</sup> et 2<sup>e</sup> piliers en ce qui concerne la prévoyance vieillesse.

**Remarque**

Pour vos réponses, utilisez le tableau ci-dessous et répondez par mots-clés

	1 <sup>er</sup> pilier	2 <sup>e</sup> pilier
<b>Obligation de s'assurer</b>	<i>Obligatoire pour toute la population</i>	<i>Obligatoire pour les travailleurs à partir d'un certain niveau de salaire</i>
<b>Système de financement</b>	<i>Système de répartition</i>	<i>Système de capitalisation</i>
<b>Montant de l'actif total (nombre)</b>	<i>environ 47 milliards, fonds de compensation, environ 1 dépense annuelle</i>	<i>Environ 1'100 - 1'200 milliards (l'ordre de grandeur doit être correct)</i>

Points obtenus :

Branche examinée 6a : Sécurité sociale

---

Numéro du (de la) candidat(e)

F - 24 - \_ \_ \_ - \_

Exercice 2 : Prévoyance vieillesse (suite)

Exercice 2.2 (3 points)

Les systèmes de financement du 1<sup>er</sup> et du 2<sup>e</sup> pilier dans la prévoyance vieillesse diffèrent. Quels sont les avantages de l'utilisation de deux méthodes de financement différentes ?

Remarque

Répondez par des phrases complètes et prenez position sur **l'inflation** et **la croissance démographique**.

**Inflation :** *Le 1<sup>er</sup> pilier, l'AVS, est financé selon le principe de la répartition, c'est-à-dire que les cotisations sont versées presque immédiatement aux bénéficiaires de rentes. La procédure de financement est donc peu **sensible à une forte inflation**. En revanche, le système repose sur le **contrat entre les générations**, c'est-à-dire qu'il doit y avoir suffisamment de cotisants pour que les rentes puissent être financées. Dans le cadre du 2<sup>e</sup> pilier, la LPP/caisse de pension, chaque personne épargne sa fortune, il en résulte **des actifs importants** qui peuvent être **réduits** par une forte inflation. Bien que les caisses de pension investissent les actifs, la dépréciation de la monnaie ne peut éventuellement pas être compensée en cas d'inflation élevée.*

**Croissance démographique :** *En revanche, une **diminution de la population** est moins critique, car il n'y a pas de lien direct entre les cotisants et les bénéficiaires de rente. Le grand avantage est que deux procédures de financement différentes sont appliquées, ce qui permet de faire face à différents facteurs. Les différentes évolutions ont un impact plus ou moins important.*

*Remarque pour la correction : 1/2 point par bonne réponse pour l'exercice 2.1 (max. 3 pts), 1½ point pour chaque bonne explication des conséquences sur l'inflation et la croissance démographique pour l'exercice 2.2 (max. 3 pts).*

Points obtenus :

**Branche examinée 6a : Sécurité sociale**

---

Numéro du (de la) candidat(e)

F - 24 - \_ \_ \_ - \_

**Exercice 3 : financement (4 points)****Situation initiale**

Les assurances sociales sont financées différemment. Dans le premier pilier en particulier, différents cotisants sont impliqués. De plus, l'étendue des prestations a été élargie dans certaines assurances sociales.

**Exercice**

Veuillez indiquer si les affirmations suivantes sont vraies ou fausses en cochant la case correspondante.

**Remarque**

Les affirmations sont vraies ou fausses. Cocher les deux cases ou n'en cocher aucune ne donne droit à aucun point.

**Proposition de solution**

vrai

faux

☐☒

Les indépendants et les personnes n'exerçant pas d'activité lucrative ne paient pas de cotisations à l'AVS, à l'AI, aux APG.

☐☒

Les cotisations des assurés et de leurs employeurs représentent un quart de toutes les recettes de l'AVS.

☒☐

La Confédération prend en charge 20,2% des dépenses de l'AVS.

☒☐

Depuis 1999, la TVA a été augmentée de 1,4% au total en faveur de l'AVS.

☒☐

Le produit de l'imposition des casinos est intégralement reversé à l'AVS.

☐☒

Les coûts supplémentaires des prestations complémentaires pour le séjour en institution sont financés à 100% par la Confédération.

☐☒

Les APG sont financées exclusivement par des cotisations salariales.

☒☐

Les dépenses en cas de maternité au titre des APG représentent près de la moitié des dépenses APG.

Source utilisée pour les questions : Brochures et guides (admin.ch)

*Remarque pour la correction : 1 point par bonne réponse.*

**Maximum = 4 points**

Points obtenus :

**Branche examinée 6a : Sécurité sociale**

---

Numéro du (de la) candidat(e)

F - 24 - \_ \_ \_ - \_

**Exercice 4 : Prestations de remplacement du salaire (3 points)**

**Situation initiale**

En Suisse, la perte de gain pour cause de maladie n'est pas obligatoirement couverte par une assurance d'indemnités journalières. Malgré cela, la plupart des travailleurs continuent de recevoir leur salaire.

**Exercice 4.1**

Indiquez la base légale pour la couverture du risque de perte de gain en cas de maladie qui s'applique à l'employeur et citez deux possibilités et leurs bases légales pour la conclusion d'une assurance facultative d'indemnités journalières en cas de maladie.

**Remarque**

Répondez en quelques mots-clés ou par de courtes phrases

***Proposition de solution***

**Où trouver la base de la couverture du risque de perte de gain en cas de maladie ?**

*Il s'agit de l'obligation de l'employeur de continuer à verser le salaire, telle qu'elle est inscrite dans le Code des obligations ou le droit public et dans la jurisprudence.*

**Exercice 4.2**

Citez les deux variantes et leurs bases légales pour la conclusion d'une assurance facultative d'indemnités journalières en cas de maladie.

***1<sup>re</sup> variante***

*Assurance d'indemnités journalières selon la LAMal ou la LCA*

***2<sup>e</sup> variante***

*Assurances d'indemnités journalières en cas de maladie en tant qu'assurances individuelles ou collectives*

*Remarque pour la correction : 1 point par bonne réponse.*

**Maximum = 3 points**

Points obtenus :

**Branche examinée 6a : Sécurité sociale**

---

Numéro du (de la) candidat(e)

F - 24 - \_ \_ \_ - \_

**Exercice 5 : Principes de la sécurité sociale (9 points)****Situation de départ 5.1**

En ce qui concerne l'organisation de la sécurité sociale, nous distinguons entre le principe de prise en charge, celui de l'assurance sociale et celui de l'assistance. Ces principes ont des formes et des caractéristiques différentes.

**Exercice 5.1 (3 points)**

Expliquez ci-dessous les principes de l'assistance, de la sécurité sociale et de l'aide sociale et donnez un exemple de leur application.

**Remarque**

Répondez en quelques mots-clés ou par de courtes phrases.

**Principe de prise en charge**

*Le **principe de prise en charge** signifie que les prestations sont accordées indépendamment des cotisations versées : Prestations complémentaires, école primaire, asile.*

**Principe de l'assurance sociale**

*Le **principe de l'assurance sociale** repose sur l'idée de la couverture des risques par le versement de cotisations (principe de solidarité) : AVS/AI/APG, AC, AF, AMal, AA.*

**Principe de l'assistance**

*Le **principe de l'assistance** représente une compensation sociale en cas de besoin et est indépendant des cotisations ou des prestations préalables : Aide sociale légale ou privée.*

Points obtenus :

**Branche examinée 6a : Sécurité sociale**

---

Numéro du (de la) candidat(e)

F - 24 - \_ \_ \_ - \_

**Exercice 5 : Principes de la sécurité sociale (suite)****Situation de départ 5.2**

Outre les principes mentionnés dans l'exercice 5.1, nous connaissons également le principe de finalité et le principe de causalité. Les prestations complémentaires, par exemple, sont basées sur le principe de finalité, qui se fonde sur les besoins financiers.

**Exercice 5.2 (4 points)**

Décrivez ci-dessous comment il serait possible de passer d'un système de prestations complémentaires à un principe de causalité et expliquez les conséquences qu'un tel changement pourrait avoir sur le droit aux prestations, les processus administratifs et la perception de la société.

**Remarque**

Répondez en quelques mots-clés ou par de courtes phrases.

**Description de la transformation du principe de finalité et de causalité**

*En cas de passage des prestations complémentaires au principe de causalité, les prestations devraient être liées à des causes spécifiques, telles que certaines maladies ou certains handicaps. Cela signifierait que ce n'est plus le besoin financier qui détermine le droit aux prestations, mais la cause du besoin.*

**Conséquence sur le droit aux prestations**

*Le cercle des personnes ayant droit à des prestations serait plus restreint, car seules les personnes présentant certaines causes prédéfinies auraient droit à des prestations. Cela pourrait exclure des personnes jusqu'ici autorisées.*

**Conséquence sur les processus administratifs**

*Les processus deviendraient plus complexes, car la cause spécifique du besoin devrait être déterminée et documentée. Cela peut nécessiter des expertises médicales supplémentaires et pourrait entraîner des délais de traitement plus longs.*

**Conséquence sur la perception sociale**

*Le passage au principe de causalité pourrait être perçu comme moins solidaire, car il exclut certains groupes du soutien. Cela pourrait donner lieu à des discussions sur l'équité et l'inclusion dans la société.*

Points obtenus :

Branche examinée 6a : Sécurité sociale

Numéro du (de la) candidat(e)

F - 24 - \_ \_ \_ - \_

Exercice 5 : Principes de la sécurité sociale (suite)

**Situation de départ 5.3**

Dans l'assurance-maladie sociale selon la LAMal, les primes sont fixées indépendamment du risque de santé individuel. Cela reflète le principe de solidarité.

**Exercice 5.3 (2 points)**

Quel est l'impact du passage au principe d'équivalence ? Citez deux conséquences possibles :

**Remarque**

Répondez en quelques mots-clés ou par de courtes phrases.

**1<sup>re</sup> conséquence**

**Charge financière** : Les personnes présentant un risque plus élevé pour leur santé seraient davantage mises à contribution financièrement.

**2<sup>e</sup> conséquence**

**Système de santé** : Il pourrait en résulter une charge pour le système de santé, car les personnes à faible revenu ou à haut risque pourraient retarder ou éviter les traitements nécessaires.

**Autres aspects / solutions possibles :**

**Pertes de solidarité** : Le principe de solidarité qui caractérise la LAMal serait mis à mal.

**Inégalité sociale** : Cela pourrait conduire à une aggravation des inégalités sociales, car tout le monde ne peut pas se permettre de payer des primes élevées.

*Remarque pour la correction : 1 point par explication et conséquence correctes à la question 5.1 (max. 3 points), 1 point par bonne réponse à la question 5.2 (max. 4 points) et 1 point par aspect correct à la question 5.3 (max. 2 points).*

**Maximum = 9 points**

Points obtenus :

**Branche examinée 6a : Sécurité sociale**

---

Numéro du (de la) candidat(e)

F - 24 - \_ \_ \_ - \_

**Exercice 6 : financement (4 points)****Situation initiale**

Les assurances sociales sont soumises à des systèmes de financement différents. Nous connaissons ainsi le système de capitalisation, le système de répartition des dépenses et le système de répartition de la valeur des rentes.

**Exercice**

Quelles assurances sociales sont financées et selon quel mode de financement ? Attribuez les bons systèmes aux assurances sociales mentionnées et utilisez à cet effet le tableau ci-dessous.

**Remarque**

Cochez dans le tableau ci-dessous les systèmes correspondants à chaque assurance sociale. Il peut y avoir plusieurs systèmes possibles par assurance sociale. **(0,5 point par ligne. Précision : la ligne entière doit être correcte pour obtenir 0,5 point)**

**Proposition de solution**

	Système de capitalisation	Système de répartition des dépenses	Système de répartition de la valeur des rentes
Assurance rentes de vieillesse et de survivants		X	
Prévoyance professionnelle	X		
Assurance-chômage		X	
Assurance-accidents		X (IJ, CRC)	X (rentes)
Assurance-invalidité		X	
Assurance-maladie		X	
Assurance militaire		X (IJ/ CRC)	X (rentes)
Allocations pour perte de gain		X	

*Remarque pour la correction : ½ point par ligne correcte. Si la ligne n'est pas entièrement correcte, il n'y a pas de point.*

**Maximum = 4 points**

Points obtenus :

## Branche examinée 6a : Sécurité sociale

Numéro du (de la) candidat(e)

F - 24 - \_ \_ \_ - \_

### Exercice 7 : Économie nationale et sécurité sociale (4 points)

#### Situation initiale

L'économie nationale et son développement constituent la base de l'efficacité de notre sécurité sociale. Il existe un lien étroit entre l'économie nationale et la sécurité sociale.

#### Exercice

Veuillez indiquer si les affirmations suivantes sont vraies ou fausses en cochant la case correspondante.

#### Remarque

Les affirmations sont vraies ou fausses. Cocher les deux cases ou n'en cocher aucune ne donne droit à aucun point.

#### Proposition de solution

vrai

faux

☐☒

Le substrat de la TVA est le patrimoine.

☒☐

La TVA est un impôt sur la consommation et pèse sur le revenu.

☐☒

L'impôt sur le revenu pèse sur le facteur travail.

☐☒

L'impôt sur le tabac est un impôt direct.

☐☒

Des charges sociales élevées favorisent le recul de l'économie souterraine.

☐☒

Par facteurs de production, on entend les facteurs travail et capital.

☐☒

La solidarité régionale n'est connue que dans l'assurance maladie.

☒☐

La quote-part de l'État décrit le rapport entre les dépenses de l'État et le produit intérieur brut.

*Re-  
marque  
pour la  
correc-  
tion : ½  
point  
par  
bonne  
réponse*

**Maxi-  
mum =  
4  
points**

Points obtenus :

**Branche examinée 6a : Sécurité sociale**

---

Numéro du (de la) candidat(e)

F - 24 - \_ \_ \_ - \_

**Exercice 8 : Termes (6 points)****Situation initiale**

La sécurité sociale connaît différents termes qui sont utilisés en rapport avec son existence. Ces termes se composent de différents contenus.

**Exercice**

Expliquez ou décrivez les termes suivants et leur signification. Utilisez pour cela le tableau ci-dessous.

**Remarque**

Répondez en quelques mots-clés ou par de courtes phrases.

**Proposition de solution**

	Explication / description
<b>État social</b>	Un État social est un État qui, dans son action, vise la sécurité sociale et la justice sociale comme objectifs d'État, afin de garantir la participation de tous aux évolutions sociales et politiques.
<b>Bien-être social</b>	Il vise à ce qu'une personne dispose de suffisamment de moyens pour organiser sa propre vie de la manière la plus indépendante possible.
<b>Politique sociale</b>	Assurer le niveau de vie habituel, libérer de la misère matérielle, corriger la concurrence des prestations de l'économie de marché (également acceptable : politique du marché du travail, politique économique, politique fiscale, politique de la santé, politique de l'éducation, politique familiale), etc.
<b>Buts sociaux</b>	Selon l'art. 41 de la Constitution fédérale : promotion de la famille, construction de logements, formation initiale et continue, promotion et développement des jeunes, offres de santé, offres d'emploi, etc.

*Remarque pour la correction : 1½ point par explication correcte*

**Maximum = 6 points**

Points obtenus :

**Branche examinée 6a : Sécurité sociale**

---

Numéro du (de la) candidat(e)

F - 24 - \_ \_ \_ - \_

**Exercice 9 : Dispositions transitoires (3 points)****Situation initiale**

En cas de modification de la loi (passage de l'ancien droit au nouveau droit), des dispositions transitoires sont généralement définies. Elles sont limitées dans le temps pour les générations de transition.

**Exercice**

Répondez aux questions suivantes sur les dispositions transitoires.

**Remarque**

Répondez par des phrases courtes ou des mots-clés.

**Qu'est-ce qu'une génération de transition ?**

La génération de transition est un groupe de personnes qu'une modification de la loi « désavantagerait ». Afin d'accorder une compensation sociale et équitable, une sorte de « garantie des droits acquis » est accordée au groupe de personnes concerné.

**Quel est l'objectif des dispositions transitoires pour les générations de transition ?**

Garantir le droit aux prestations promises même après l'introduction de nouvelles dispositions légales. Atténuation modérée ou introduction de nouvelles dispositions pour les personnes directement concernées par une modification de la loi.

**Citez une assurance sociale qui prévoit des dispositions transitoires pour certains groupes de personnes au cours de l'année et expliquez en quoi elles consistent.**

Deux mesures sont prévues dans la réforme AVS 21 pour atténuer le relèvement de l'âge de référence pour les femmes de la génération de transition.

1. Les femmes de la génération de transition qui ne perçoivent pas leur rente de vieillesse de manière anticipée reçoivent un supplément mensuel d'AVS à vie.
2. Les femmes de la génération de transition ont la possibilité de prendre leur retraite dès 62 ans. Pour ces femmes qui prennent leur retraite anticipée, la rente AVS est moins fortement réduite, échelonnée selon le niveau de revenu et l'année de naissance.

*Remarque pour la correction : 1 point par explication correcte*

**Maximum = 3 points**

Points obtenus :

**Branche examinée 6a : Sécurité sociale**

---

Numéro du (de la) candidat(e)

F - 24 - \_ \_ \_ - \_

**Exercice 10 : Rôle de l'État (4 points)****Situation initiale**

L'État réglemente les assurances sociales par le biais de lois. Celles-ci ont été créées à différentes époques.

**Exercice**

Citez quatre raisons pour lesquelles l'État fixe des règles légales contraignantes en matière d'assurances sociales.

**Remarque**

Énumérez ci-dessous les raisons pour lesquelles les lois sur la sécurité sociale ont été adoptées. Répondez en quelques mots-clés ou par de courtes phrases. Si plus de quatre raisons sont mentionnées, seules les quatre premières seront évaluées.

***Proposition de solution***

**Raison 1 :**     *Prise en compte des objectifs sociaux*

**Raison 2 :**     *Garantir l'égalité*

**Raison 3 :**     *Couverture de base pour la population via les régimes obligatoires*

**Raison 4 :**     *Promotion des solidarités*

*Remarque pour la correction : 1 point par explication correcte*

**Maximum = 4 points**

Points obtenus :

**Branche examinée 6a : Sécurité sociale**

---

Numéro du (de la) candidat(e)

F - 24 - \_ \_ \_ - \_

**Exercice 11 : Taux de prestations sociales (2 points)****Situation initiale**

Le taux de prestations sociales constitue le rapport entre les prestations sociales et le produit intérieur brut. Par rapport à 2019, ce taux a augmenté de 2,8% en 2020.

**Exercice**

Indiquez deux raisons pour lesquelles ce taux a augmenté et utilisez pour cela le modèle ci-dessous.

**Remarque**

Répondez en quelques mots-clés ou par de courtes phrases. Si plus de deux raisons sont mentionnées, seules les deux premières seront évaluées.

***Proposition de solution***

**Raison 1 :** La crise due à la pandémie de coronavirus a entraîné une baisse du PIB en 2020 par rapport à 2019.

**Raison 2 :** Parallèlement au recul du PIB, les mesures de la Confédération pour endiguer l'épidémie de Covid-19 ont entraîné une augmentation des dépenses de prestations sociales à partir de mars 2020 (p. ex. AC : a versé en 2020 des indemnités de réduction de l'horaire de travail Covid-19 pour un montant d'environ 9,2 milliards de francs).

*Remarque pour la correction : 1 point par explication correcte*

**Maximum = 2 points**

Points obtenus :

**Branche examinée 6a : Sécurité sociale**

---

Numéro du (de la) candidat(e)

F - 24 - \_ \_ \_ - \_

**Exercice 12 : politique sociale (6 points)****Situation initiale**

Les assurances sociales sont en constante évolution et doivent être adaptées aux développements en cours. Le Parlement s'intéresse de près aux questions de politique sociale.

**Exercice**

Citez ci-dessous trois objets de politique sociale qui seront ou ont été traités par les Chambres fédérales (Conseil national et/ou Conseil des États) en 2024 et indiquez l'élément clé de chaque objet.

**Remarque**

Si vous citez plus de trois transactions et/ou plusieurs éléments clés, les premières réponses seront prises en compte.

**Proposition de solution :****1. Loi sur les allocations familiales (LAFam)**

*Introduction d'une compensation intégrale des charges*

**2. Allocation de maternité (AM)**

*Tenir compte de manière appropriée du séjour prolongé de la mère à l'hôpital peu après l'accouchement lors du congé de maternité et de l'allocation de maternité.*

*Prolonger le congé de maternité en cas de complications graves après l'accouchement de la durée de l'hospitalisation. Modification en conséquence de la loi sur les allocations pour perte de gain*

**3. Allocation pour l'autre parent (AAP)**

*Congé de paternité également en cas de décès de l'enfant à naître*

**4. Prestations complémentaires (PC)**

*Corriger l'obligation de remboursement des héritiers selon l'article 16a PC*

**5. Assurance-vieillesse et survivants (AVS)**

*Suppression des rentes d'enfants de retraités et augmentation simultanée des prestations complémentaires pour les parents ayant des obligations d'entretien*

**6. Assurance-vieillesse et survivants (AVS) et assurance-invalidité (AI)**

*Évolution de l'allocation de secours vers une allocation de prise en charge. Besoin de réforme et mises en œuvre possibles*

*Remarque pour la correction : 1 point par mention correcte d'une affaire politique et d'un élément-clé correct*

**Maximum = 6 points**

Points obtenus :

Branche examinée 6a : Sécurité sociale

Numéro du (de la) candidat(e)

F - 24 - \_ \_ \_ - \_

Exercice 13 : thèmes d'actualité (5 points)

Situation initiale

La législation en matière de sécurité sociale est constamment modifiée et étendue.

Exercice

Parmi les affirmations suivantes concernant les « thèmes d'actualité », lesquelles sont vraies ou fausses ?

Remarque

Évaluez si les affirmations suivantes sont vraies ou fausses.

- | vrai                                | faux                                |   |
|-------------------------------------|-------------------------------------|---|
| <input type="checkbox"/>            | <input checked="" type="checkbox"/> | En raison de la réforme de l'AVS21, l'âge de référence de la femme a été relevé de 3 mois au 1 <sup>er</sup> janvier 2024.  |
| <input checked="" type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/>            | Au 1 <sup>er</sup> janvier 2024, l'allocation de paternité (AP) a été rebaptisée allocation pour l'autre parent (AAP).  |
| <input type="checkbox"/>            | <input checked="" type="checkbox"/> | L'initiative populaire du 23 janvier 2020 « Maximum 20% du revenu pour les primes d'assurance-maladie (initiative d'allègement des primes) » a été soumise au peuple en juin 2024 (votation du 9 juin 2024).      |
| <input checked="" type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/>            | Les dépenses totales des prestations transitoires pour chômeurs âgés (PT) introduite au 1 <sup>er</sup> janvier 2021 s'élèvent chaque année à moins de 1% des dépenses totales de toutes les assurances sociales. |
| <input type="checkbox"/>            | <input checked="" type="checkbox"/> | Depuis le 1 <sup>er</sup> janvier 2024, la cheffe du Département fédéral de l'intérieur s'appelle Viola Amherd.   |
| <input checked="" type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/>            | Les dispositions transitoires relatives à la réforme des prestations complémentaires ont expiré le 31 décembre 2023, après une période de transition de 3 ans.  |
| <input type="checkbox"/>            | <input checked="" type="checkbox"/> | L'initiative populaire « Mieux vivre à la retraite (initiative pour une 13 <sup>e</sup> rente AVS) » a été rejetée par le peuple et les cantons le 3 mars 2024.   |
| <input checked="" type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/>            | Au 1 <sup>er</sup> janvier 2024, les rentes de survivants et d'invalidité du deuxième pilier obligatoire en cours depuis 2020 ont été adaptées pour la première fois à l'évolution des prix.                      |
| <input checked="" type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/>            | À partir de début 2024, les revenus hypothétiques seront forfaitairement réduits de 10% lors de l'évaluation du degré d'invalidité.   |
| <input type="checkbox"/>            | <input checked="" type="checkbox"/> | En décembre 2023, plus de 4 millions de personnes percevaient une rente de vieillesse AVS en Suisse ou à l'étranger.  |

Remarque pour la correction : 1/2 point par bonne réponse.

Maximum = 5 points

Points obtenus :